



En Ile-de-France, l'activité pâtit à la fois des tensions géopolitiques, de l'incertitude économique et commerciale au plan mondial et des difficultés à redresser les finances publiques en France. Dans ce contexte, le nombre de défaillances d'entreprises recensées dans la région reste très supérieur à ses niveaux d'avant la crise sanitaire, le taux de chômage en Ile-de-France est désormais égal à celui observé en France métropolitaine, etc.

Dernières données
disponibles au
23 sept. 2026

Sur fond grisé, figurent les dernières
informations mises à jour

CREATIONS D'ENTREPRISES

Dernière information
disponible :
2^e trimestre 2026
Source : Insee

Au deuxième trimestre 2026, le nombre de **créations d'entreprises** en Ile-de-France s'est élevé à 86 501, soit une **hausse de 9,4 %** par rapport au deuxième trimestre 2025 ; le nombre de nouveaux micro-entrepreneurs a particulièrement contribué à cette augmentation marquée : + 13,6 % sur un an contre + 2,5 % pour les créations d'entreprises « classiques ». Au plan national, le nombre total de créations d'entreprises au deuxième trimestre 2026 (307 532) a crû de 10,0 % en glissement annuel.

DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

Dernière information
disponible :
2^e trimestre 2026
Source : Insee

4 425 **défaillances d'entreprises** ont été recensées en Ile-de-France **au deuxième trimestre 2026**, soit une **hausse de 2,7 %** par rapport à la même période de 2025 ; le volume de défaillances cumulé dans la région sur les douze derniers mois s'est ainsi élevé à près de 16 600 et s'est avéré **supérieur de 46,0 % à celui de 2019** (dernière année avant la crise sanitaire). Au plan national, la tendance est assez similaire : l'augmentation des défaillances d'entreprises a atteint 4,8 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2026 et le cumul de juillet 2025 à juin 2026 a été supérieur de 38,4 % au total de 2019.

TAUX DE CHÔMAGE

Dernière information
disponible :
2^e trimestre 2026
Source : Insee

Après avoir atteint jusqu'à 8,2 % au plus fort de la crise sanitaire, **le taux de chômage francilien** s'est ensuite réduit jusque début 2023 (6,7 % au premier trimestre 2023). Il est ensuite reparti à la hausse pour atteindre 7,2 % fin 2023 avant de se montrer hésitant en 2024. Dès le début de 2025, son évolution est redevenue haussière et il s'est élevé à **8,2 % au deuxième trimestre 2026** (+ 0,3 point sur un trimestre). Parallèlement, le taux de chômage s'est élevé à 8,1 % en France métropolitaine ; ainsi, **le taux francilien est supérieur de 0,1 point à celui observé en France métropolitaine** alors que l'écart entre eux était encore de 0,7 point, au profit de la région-capitale, avant la pandémie de Covid-19.

EMPLOI SALARIE PRIVE

Dernière information
disponible :
2^e trimestre 2026
Source : Insee

Après le coup de frein lié à la crise sanitaire (plus de 56 000 unités perdues en 2020), l'emploi salarié privé en Ile-de-France a repris sa marche en avant dès le début de 2021. Ce mouvement haussier a été vigoureux jusque fin 2022 (+ 31 999 emplois créés sur trois mois au quatrième trimestre 2022) avant de se modérer (+ 32 379 emplois sur douze mois au premier trimestre 2024) ; **le volume d'emploi salarié privé dans la région est désormais quasiment stable** (5 150 798 au deuxième trimestre 2026 contre 5 160 633 à l'été 2024, soit un repli cantonné à 0,2 % sur deux ans). En France métropolitaine, l'emploi salarié privé évolue un ton en-deçà : il s'est ainsi réduit de 0,6 % depuis l'été 2024 et est supérieur de 4,9 % à son niveau de la période ayant précédé la pandémie tandis que la hausse par rapport à ce même point s'élève à 5,5 % dans la région-capitale.



IMMOBILIER D'ENTREPRISES

Dernière information
disponible :
2^e trimestre 2026
Source : Immostat

La demande placée de bureaux en Ile-de-France s'est élevée à seulement 389 300 m² au deuxième trimestre 2026, soit **8,2 % de plus qu'au deuxième trimestre 2025 mais 31,9 % de moins qu'à la même période de 2019.**

Ainsi, sur les douze derniers mois (i.e. de juillet 2025 à juin 2026), le volume de commercialisations de bureaux dans la région (1 656 600 m²) est resté, hors pandémie, **au plus bas depuis 2002.**

FREQUENTATION HOTELIERE

Dernière information
disponible :
2^e trimestre 2026
Source : Insee

L'épidémie de Covid-19 a provoqué une décélération marquée de **la fréquentation hôtelière en Ile-de-France** ; ainsi, en 2020, le volume de nuitées dans les hôtels franciliens a chuté de 67,9 % par rapport à 2019. L'Ile-de-France est ensuite restée longtemps affectée par la crise sanitaire. Il a ainsi fallu attendre fin 2022 – début 2023 pour voir le nombre de nuitées hôtelières dans la région retrouver ses niveaux de 2019 avant d'être de nouveau à la peine de l'automne 2023 jusqu'à l'été 2024 ; désormais, la fréquentation hôtelière a retrouvé de la vigueur : elle s'est élevée à 72,7 millions de nuitées en 2025 (contre 67,9 en 2024 et 70,7 en 2019) et est restée **favorablement orientée aux premier (+ 3,7 % en glissement annuel) et deuxième trimestres 2026 (+ 1,7 %).**

TRAFIC PASSAGERS DE PARIS AEROPORT

Dernière information
disponible :
août 2026
Source : Groupe ADP

La tendance favorable observée jusqu'en 2019 pour le trafic passagers de Paris Aéroport s'est brutalement interrompue lors de la pandémie de Covid-19 (- 69,4 % sur l'ensemble de 2020 par rapport à 2019). En 2021, le nombre de passagers à d'Orly et Roissy a commencé à se redresser pour atteindre 41,9 millions (contre 33,1 millions en 2020 mais 108,0 en 2019). Le rebond se poursuit depuis (86,7 millions en 2022, 99,7 en 2023 et 103,4 en 2024) mais reste incomplet (107,0 en 2025). **En 2026, après de très solides mois de janvier et février, le trafic de Paris Aéroport a marqué le pas à partir de mars dans un contexte marqué par le conflit au Moyen-Orient** ; ainsi, sur les huit premiers mois de l'année, il est certes resté quasiment équivalent à 2025 (- 0,2 %) mais s'est trouvé en retrait comparativement à 2019 (- 2,0 %).

DERNIERES INFORMATIONS CONCERNANT LA FRANCE

Après avoir crû de 1,8 % en 2023, puis de 1,4 % en 2024, le PIB hexagonal a augmenté de seulement 0,9 % en 2025. ; début 2026, le PIB a encore plus nettement marqué le pas en se contractant de 0,1 % au premier trimestre avant de seulement stagner au suivant. A mi-année, l'acquis de croissance pour 2026 n'est que de + 0,3 % et l'Insee table désormais sur une hausse du PIB cantonnée à + 0,4 % cette année. Dans ce contexte, le taux de chômage en France s'est fixé à 8,3 % au deuxième trimestre 2026, soit 1,1 point de plus que lors de son dernier point bas du premier trimestre 2023 ; parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) sur l'ensemble de la France s'est élevé à 3,36 millions d'unités en juillet dernier, soit 2,4 % de plus qu'au cours du même mois de 2025.